

Déclaration des pays membres du Pacte de Varsovie relative à Berlin (13 août 1961)

Légende: Le 13 août 1961, les pays membres du Pacte de Varsovie publient une déclaration commune dans laquelle ils dénoncent la politique impérialiste des Occidentaux et justifient le bouclage de la frontière entre Berlin-Ouest et Berlin-Est.

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : Berlin 1944-1972 Sélection de déclarations, notes et communiqués. dir. de publ. Sonnefraud, Aliette; Briançon, Annick ; Réd. Chef Le Nan, Maurice. 28.07.1972-04.08.1972, n° 135-136. Paris: La Documentation française. "Déclaration des pays membres du Pacte de Varsovie (13 août 1961)", p. 41-42.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/declaration_des_pays_membres_du_pacte_de_varsovie_relative_a_berlin_13_aout_1961-fr-af30607e-4462-4f01-acef-6facc7b78a2b.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Déclaration des pays membres du Pacte de Varsovie relative à Berlin (13 août 1961)

Source: Articles et Documents, Textes du jour n° 01139, La Documentation Française, Paris, 5 septembre 1961

Les gouvernements des Etats membres du pacte de Varsovie s'efforcent depuis de nombreuses années d'obtenir un règlement pacifique de la question allemande. Ce faisant, ils se fondent sur le fait que cette question est arrivée à maturité depuis longtemps, et que sa solution ne peut plus souffrir aucun délai.

C'est un fait généralement reconnu que le gouvernement de l'Union Soviétique, avec l'accord total et le soutien de tous les Etats membres de l'organisation du traité de Varsovie, est entré en contact avec les gouvernements des pays qui ont participé à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne pour leur proposer de conclure un traité de paix avec les deux Etats allemands et de régler sur cette base la question de Berlin-Ouest en accordant à la ville un statut de cité libre et démilitarisée. Cette proposition tenait compte de la situation de fait en Allemagne et en Europe pendant la période qui suivit la guerre.

Cette proposition n'est dirigée contre les intérêts de qui que ce soit; son seul but est de faire disparaître les séquelles de la Seconde Guerre mondiale et de consolider la paix mondiale.

Les gouvernements des puissances occidentales n'ont jusqu'ici manifesté aucune volonté d'arriver à une solution concertée de cette question par l'intermédiaire de négociations entre toutes les parties intéressées. Bien plus, les puissances occidentales ont répondu aux propositions pacifiques des pays socialistes en accélérant leurs préparatifs militaires, en développant une campagne d'hystérie guerrière et en menaçant d'utiliser la force des armes. Les porte-parole officiels d'un grand nombre des pays de l'O.T.A.N. ont annoncé une augmentation des effectifs des forces armées de ces pays et des plans de mobilisation partielle. On a même rendu publics dans certains des pays de l'O.T.A.N. des plans en vue d'une invasion militaire de la République Démocratique allemande.

Mettant à profit l'absence d'un traité de paix, les forces d'agression accélèrent le rythme de la militarisation de l'Allemagne occidentale et de la mise sur pied de la Bundeswehr en l'équipant avec les armes des types les plus récents. Les revanchards ouest-allemands demandent ouvertement que des armes nucléaires et des fusées soient mises à leur disposition.

Les gouvernements des puissances occidentales encouragent de toutes les manières le réarmement de l'Allemagne occidentale, violant de façon grossière les accords internationaux les plus importants, qui prévoyaient l'élimination du militarisme allemand et l'interdiction de sa renaissance sous quelque forme que ce soit.

Loin de s'efforcer de normaliser la situation à Berlin Ouest, les puissances occidentales ont au contraire continué à se servir intensivement de la ville comme d'un centre d'activités subversives à l'encontre de la République démocratique allemande et de tous les autres pays du camp socialiste.

En aucun point du monde on ne peut découvrir autant de centres d'espionnage et de subversion qu'à Berlin-Ouest, et en aucun autre point du monde de tels centres ne peuvent agir avec une aussi grande impunité. Ces innombrables centres de subversion font passer leurs agents clandestinement sur le territoire de la R.D.A., où ils se livrent à toutes sortes d'activités subversives, où ils recrutent des espions et incitent les éléments hostiles à organiser des sabotages et à provoquer des troubles dans la République Démocratique allemande.

La situation existant actuellement en ce qui concerne les communications aux limites de Berlin-Ouest est également mise à profit par les cercles dirigeants de la République fédérale allemande et par les agences d'espionnage des pays de l'O.T.A.N. pour miner l'économie de la R.D.A.

Les autorités gouvernementales et militaires de la République Fédérale allemande, en usant de la tromperie, du chantage et de la corruption, incitent certains éléments installés en R.D.A. à partir pour l'Allemagne de l'Ouest.

Ces personnes qui se sont laissé abuser sont obligées de s'engager dans la Bundeswehr ou sont recrutées par les centres d'espionnage de différents pays, qui les renvoient comme espions et saboteurs dans la République Démocratique allemande. Un fonds spécial a même été créé pour de telles activités subversives contre la République Démocratique allemande et contre les autres pays socialistes, et récemment le chancelier Adenauer a demandé aux gouvernements des pays membres de l'O.T.A.N. d'accroître les ressources de ce fonds.

Il est hautement significatif que les activités subversives dirigées de Berlin-Ouest se soient subitement accrues, juste après que l'Union Soviétique, la R.D.A. et les autres pays socialistes eurent fait des propositions en vue d'un règlement pacifique du problème allemand. Cette activité subversive n'est pas seulement dommageable pour la République Démocratique allemande, mais elle affecte également les intérêts des autres pays du camp socialiste.

En face des menées agressives des forces réactionnaires de la République Fédérale allemande et de ses alliés au sein de l'O.T.A.N., les Etats membres du pacte de Varsovie ne peuvent pas ne pas prendre les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité et, en premier lieu, la sécurité de la République Démocratique allemande, et cela dans l'intérêt du peuple allemand lui-même.

Les gouvernements des Etats membres du pacte de Varsovie proposent à la Chambre du peuple et au gouvernement de la R.D.A. ainsi qu'à tous les travailleurs de la R.D.A, d'établir aux frontières de Berlin-Ouest un système capable de fermer à coup sûr la route aux activités subversives contre les pays du camp socialiste, et prévoyant la création autour de tout le territoire de Berlin-Ouest, y compris sur sa frontière avec Berlin démocratique, de mesures de sauvegarde et de contrôle efficaces.

Il va sans dire que ces mesures ne doivent pas modifier la situation actuelle en ce qui concerne le trafic et le contrôle sur les voies de communication entre Berlin-Ouest et l'Allemagne de l'Ouest.

Les gouvernements des pays membres du pacte de Varsovie se rendent naturellement compte que les mesures de protection prises aux frontières de Berlin-Ouest vont entraîner certains inconvénients pour la population. Mais l'entière responsabilité de la situation existante incombe exclusivement aux puissances occidentales, et en premier lieu à la République Fédérale allemande.

Si les frontières de Berlin-Ouest sont restées jusqu'ici ouvertes, ce n'était que dans l'espoir que les puissances occidentales n'abuseraient pas de la bonne volonté manifestée par le gouvernement de la République Démocratique allemande. Mais les puissances occidentales, sans se soucier des intérêts du peuple allemand et de la population de Berlin ont mis à profit le système actuellement en vigueur aux frontières de Berlin-Ouest pour atteindre leurs objectifs perfides et réaliser leurs menées subversives. Le renforcement de la protection et des contrôles à la frontière de Berlin-Ouest doit mettre fin à la situation anormale qui prévaut actuellement.

En même temps les gouvernements des Etats membres du pacte de Varsovie estiment nécessaire de souligner que l'obligation de prendre de telles mesures disparaîtra lorsqu'un règlement pacifique du problème allemand sera obtenu et que les problèmes qui attendent leur solution seront réglés sur cette base.